

Zeitschrift:	Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber:	Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band:	33 (1975)
Heft:	1
Artikel:	Le commerce international : évolution récente et perspectives
Autor:	Dunkel, A.
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-137458

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le commerce international: évolution récente et perspectives¹

A. Dunkel,
Ministre plénipotentiaire,
Chef de Division,
Division fédérale du commerce,
Berne

Les réflexions qui suivent portent en premier lieu sur le commerce international au cours des dernières années et les facteurs qui en ont déterminé l'évolution. Je m'efforcerai en second lieu d'analyser l'incidence de la hausse des prix du pétrole sur cette évolution. Je concluerai cet exposé par quelques considérations sur les perspectives en matière de commerce international et les enseignements que l'on peut en tirer pour la Suisse.

Examinons donc, pour commencer, l'évolution du commerce international de 1970 à nos jours. Et si, pour le faire, je dois recourir à des statistiques, rassurez-vous, j'essaierai de ne pas en abuser. D'autant plus que ces statistiques comportent un important élément d'incertitude depuis que la parité du dollar — qui en est traditionnellement l'unité de référence — a été modifiée et que, par ailleurs, un grand nombre de monnaies nationales flottent.

Les taux d'augmentation du commerce mondial que je m'apprete à vous donner se réfèrent d'une part au volume des marchandises échangées et d'autre part à leur valeur exprimée en dollars. La différence entre ces deux taux nous donnera une indication de la hausse progressive des prix sur le plan du commerce international et nous rappellera combien l'inflation est devenue un phénomène généralisé.

Mais venons-en à ces chiffres. La croissance des exportations mondiales, dont le taux annuel a été de 8% en moyenne et en volume dans les années 1960, a atteint en 1970, 8,5% en volume et 14% en valeur; en 1971, 6% en volume et 11% en valeur; en 1972, 8% en volume et 18% en valeur; en 1973, 13% en volume et 37% en valeur. Pour 1974, compte tenu des résultats obtenus pendant le premier semestre, on prévoit un accroissement de l'ordre de 6 à 8% en volume et de 30% en valeur.

On peut conclure de ces données que le commerce international a connu, si l'on fait exception d'un tassement très relatif en 1971, une progression soutenue de 1970 à nos jours. En chiffres absolus, il atteindra en 1974 un montant supérieur à 600 milliards de dollars.

Et pourtant, combien de fois n'avons-nous pas lu et entendu, depuis le début des années 1970, des déclarations annonçant avec plus ou moins d'emphase, que le commerce international allait au-devant de sérieuses difficultés?

N'affirmait-on pas, par exemple, en 1970 que le ralentissement prononcé — mais qui s'est finalement avéré être de courte durée — de l'activité économique dans plusieurs grands pays industriels — Etats-Unis, Japon notamment — provoquerait une réduction de la demande d'importation et, par conséquent, une sensible diminution du rythme d'accroissement du commerce international?

¹Exposé présenté le 25 novembre 1974 dans le cadre des Conférences économiques et sociales de Lausanne.

La suspension, en août 1971, de la convertibilité du dollar, l'introduction simultanée d'une surtaxe à l'importation aux Etats-Unis, le réaménagement en décembre de la même année des taux de change des principales monnaies, ces mesures commerciales et monétaires ne furent-elles pas considérées par beaucoup comme susceptibles de perturber le développement du commerce international?

Après l'accalmie intervenue sur le front monétaire en 1972, une année très favorable pour la croissance du commerce international, les craintes les plus vives ne se sont-elles pas manifestées quant aux conséquences pour le commerce international de l'effondrement, en mars 1973, du système des parités de change fixes, le deuxième acte de la crise monétaire — si l'on peut dire — ?

Et pour en venir à fin 1973, n'avons-nous pas encore tous à l'esprit les prédictions selon lesquelles l'augmentation massive des coûts du pétrole décidée par les pays producteurs en octobre 1973, venant s'ajouter à la hausse qui avait pris son essor en 1970/1971 des cours des principales matières premières et des produits agricoles de base, contenait les germes d'une rupture du système économique, monétaire et commercial international?

Ces questions, quelque peu provocantes je l'admet, je les ai posées pour rappeler à notre mémoire le contexte économique et monétaire troublé — c'est le moins qu'on puisse dire — dans lequel le commerce international a poursuivi presque sans désemparer son expansion depuis 1970.

Est-ce à dire que le commerce international est devenu insensible ou presque aux tensions auxquelles l'économie mondiale a été et demeure soumise: déséquilibres économiques de base, instabilité monétaire, inflation, hausse des prix et pénuries de matières premières et de produits de base, crise du pétrole enfin? Ou, en d'autres termes, a-t-on trop crié au loup? Une question à laquelle il est important que l'on essaie de répondre — ne serait-ce que schématiquement — pour mieux apprécier les chances du commerce international pour les années à venir.

Prenons tout d'abord la relation classique selon laquelle le rythme de développement du commerce mondial découle du niveau plus ou moins favorable de l'activité économique sur les principaux marchés — Etats-Unis, Europe, Japon — pour constater qu'elle a — compte tenu de certains décalages dans le temps — parfaitement joué durant la période considérée, si l'on fait toutefois exception de l'année 1970.

Ainsi, le haut degré de l'activité économique générale en 1972/73 et pendant le premier semestre de 1974 a été accompagné, en toute logique, d'une forte expansion du commerce international. De même, en 1971 et dès le milieu de l'année en cours — en toute logique aussi — le fléchissement de la conjoncture économique dans les principaux pays industrialisés a provoqué un tassement du rythme d'expansion du commerce international.

En revanche, en 1970 — et contre toute attente — le ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis et dans plusieurs grands pays industriels n'a pas empêché — ainsi qu'il eût été normal — la demande d'importation dans ces pays de demeurer vigoureuse, ce qui a amené un institut de recherches britannique, le « National Institute of Economic and social research » à écrire dans son « Economic Review » que « Quiconque aurait prédit, il y a dix ans ou même cinq ans, qu'une année de récession aux Etats-Unis s'accompagnerait d'une augmentation de la valeur du commerce mondial, qui serait probablement la plus forte en dix

ans, se serait sans doute exposé à se voir taxé de folie douce. C'est pourtant bien ce qui s'est produit... ».

Il vaut dès lors la peine d'examiner — ne serait-ce que sommairement — certaines des raisons de cet « accident ». Nous découvririons en effet qu'elles relèvent d'un nombre de facteurs liés les uns aux autres et dont l'ampleur ira en s'accentuant au fur et à mesure que l'on avance dans la décennie des années 1970.

Au nombre de ces facteurs, il faut citer l'inflation, et en particulier ses taux différenciés selon les pays: c'est elle qui, par exemple, poussera les acheteurs américains à se tourner — au détriment de la production nationale — vers les produits d'investissements et manufacturés importés dont les prix étaient plus bas que les prix internes et qui annulera pratiquement les effets négatifs du ralentissement de la conjoncture américaine sur le commerce international. L'accroissement des liquidités monétaires mondiales, l'une des sources principales de l'inflation, doit également être mentionné dans ce contexte: l'abondance des moyens de paiements internationaux, disponibles notamment par l'entremise du marché de l'eurodollar, a forcé la demande interne dans certains pays industriels et en développement; elle a aussi permis à ces pays d'importer — disons le mot — à crédit alors que, normalement, l'état de leur balance des revenus aurait dû les amener à modérer leurs importations.

Un autre facteur qui a contribué au développement du commerce international en 1970 malgré le ralentissement de la conjoncture économique générale est la hausse des prix, notamment celle de certains produits primaires (café, viande par exemple, pétrole déjà). Cette hausse a bien entendu gonflé la valeur des échanges. Etant différenciée selon les pays et les produits, elle a permis aux pays pour lesquels la valeur unitaire des exportations avait augmenté au-delà de la moyenne mondiale d'accroître le volume de leurs achats à l'étranger. Ce fut le cas pour les pays exportateurs de produits primaires parmi lesquels se trouvent des pays en développement. De même l'essor du tourisme en 1970 dans les pays méditerranéens et dans certains pays en développement a mis à la disposition de ces pays des moyens de paiements supplémentaires qui ont été affectés à des importations de marchandises. Ce dernier phénomène montre bien que l'évolution du commerce international ne peut être considérée en dehors du contexte économique général.

Enfin, on admet aujourd'hui que les échanges de marchandises ont été amplifiés en 1970 par les transactions effectuées dans la crainte que des mesures restrictives à l'importation et à l'exportation soient adoptées pour corriger les déséquilibres économiques de base dont souffrait l'économie mondiale, déséquilibres sur lesquels je reviendrai plus loin. Cette crainte s'expliquait d'autant mieux que, dans certains secteurs, des mesures à l'exportation étaient déjà en vigueur. Sur la base d'un accord privé entre les principaux producteurs d'acier, les aciéries de la CEE et du Japon s'étaient, par exemple, engagées à limiter leurs exportations de certains types de produits sidérurgiques vers les Etats-Unis. Ces mesures ont eu pour effet, d'une part, de déplacer les importations américaines vers des aciers plus élaborés et donc plus chers et, d'autre part, de susciter une hausse des prix des aciers de type courant. Vu le contingentement de leurs ventes sur le marché américain, les exportateurs ont en effet renoncé à poursuivre une politique de prix destinée à accroître leur part du marché. Encore un élément qui a contribué au gonflement du commerce international en 1970.

Cette rapide revue de la situation en 1970 démontre que ce sont les facteurs de déséquilibres latents de l'économie mondiale qui — aussi paradoxal que cela puisse paraître

— ont permis au commerce international de poursuivre pendant cette année-là son expansion malgré un ralentissement de la conjoncture dans plusieurs pays industrialisés.

Ce phénomène ne s'est pas répété en 1971, année où l'expansion du commerce international a connu un ralentissement assez relatif compte tenu des circonstances. Son taux de croissance en volume est tombé, rappelons-le, de 8,5% en 1970 à 6% en 1971. Un ralentissement qui s'explique par le tassement de l'activité économique en Europe et surtout au Japon, tassement qui a fait flétrir la demande mondiale de produits primaires et manufacturés; un ralentissement qui tient aussi aux perturbations monétaires qui ont prévalué au réaménagement, à fin décembre 1971, des relations de change entre les principales monnaies. Les réévaluations et le flottement de plusieurs devises décidés en mai 1971, pour faire face à des vagues répétées de spéculation, ont en effet amené acheteurs et vendeurs à adopter une attitude d'expectative.

Le fait d'évoquer la situation monétaire et ses effets sur le commerce international en 1971 m'amène tout naturellement, après avoir examiné la relation entre le rythme d'expansion du commerce mondial et le niveau de l'activité économique dans les principaux marchés, à m'arrêter un instant sur une autre relation fondamentale que je définirai de la manière suivante: pour se dérouler de manière harmonieuse, le commerce international doit pouvoir s'appuyer sur un régime stable de paiements internationaux.

Or, il n'est pas nécessaire de le rappeler, depuis 1971 et si l'on fait exception de la relative accalmie qui s'est produite en 1972, la situation sur le front monétaire a été et demeure troublée.

A l'origine de la crise monétaire se trouve une situation de déséquilibre global des relations économiques internationales due elle-même au déficit qui s'est maintenu tout au long des années 1960 de la balance des paiements des Etats-Unis. Ce déficit était la contrepartie des achats de l'économie américaine dans le reste du monde — en Europe et au Japon en particulier — et des investissements privés et publics effectués par les Etats-Unis à l'étranger; des achats et des capitaux qui ont fortement contribué — il faut le souligner — au redressement économique de l'Europe et aux efforts de développement du tiers monde. Toutefois, la permanence et l'accroissement de ce déficit — auquel correspondaient des positions excédentaires des balances de paiements de nombreux pays industrialisés — ont finalement provoqué la surabondance de liquidités internationales à laquelle je me référais précédemment, et engendré les mouvements de capitaux erratiques et spéculatifs qui devaient miner progressivement le système monétaire international et provoquer finalement son effondrement.

Vous vous souviendrez que, dans un premier mouvement visant à redresser leur balance des paiements et en particulier leur balance commerciale devenue elle aussi déficitaire — après une longue période de surplus traditionnels —, les Etats-Unis ont introduit, en août 1971, une surtaxe à l'importation de 15% et suspendu la convertibilité du dollar en or. Six mois plus tard, la surtaxe était levée alors que les principales puissances commerciales et monétaires se mettaient d'accord sur de nouvelles relations de change entre leurs monnaies. L'accalmie sur le front monétaire devait cependant être de courte durée. Au milieu de 1972 déjà, les autorités britanniques décidaient de laisser flotter la livre sterling et, dès la première moitié de 1973, le flottement des taux de change était devenu la règle, même pour la Suisse, considérée par d'aucuns comme le pays le plus conservateur en matière de politique monétaire. Entre

celles des monnaies qui ont ainsi été les plus dévaluées, telles que le dollar, la livre sterling, la lire italienne, le dollar canadien, et les monnaies qui se sont le plus réévaluées, comme le yen, le Deutschmark, le franc suisse, le florin, les changements de taux atteignent ou même dépassent 40 %.

Face à des variations de cette ampleur dans les relations de change et aux problèmes techniques que le flottement des monnaies pose aux acheteurs et aux vendeurs, il n'eût guère été surprenant que le commerce international subisse de graves perturbations. Et pourtant, depuis le premier réaménagement des parités à fin décembre 1971 jusqu'en 1974, il n'en a rien été: 1972 — qui correspond, il est vrai, à la période de calme relatif entre les deux actes de la crise monétaire, peut en effet être considérée comme une année, et je cite le rapport annuel du GATT, «plus que satisfaisante» du point de vue de la croissance en volume du commerce international. 1973 et le premier semestre 1974 ont également été marqués par une croissance soutenue du commerce mondial. On peut donc considérer que l'expansion sans précédent de l'activité économique dans les principaux pays industrialisés a plus que compensé — tout au moins globalement — les effets perturbateurs pour le commerce international de l'instabilité monétaire.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu, pendant cette période, de modifications importantes dans les balances commerciales de certains des principaux pays industrialisés: aggravation massive du déficit commercial des Etats-Unis en 1972 suivie d'un très rapide redressement en 1973; augmentation substantielle des excédents du Japon, des pays européens et de plusieurs pays en développement en 1972 suivie, en 1973, d'un renversement de la balance commerciale du Japon — qui d'excédentaire est devenue déficitaire — et d'une aggravation des déficits du Royaume-Uni et de l'Italie, alors que l'excédent commercial de la République fédérale d'Allemagne doublait pratiquement.

Toutefois, ces changements dans la balance commerciale de certains des principaux pays commerçants résultent moins — comme nous allons le voir — de l'effet des modifications de parité sur leur position concurrentielle que de la persistance et même de l'amplification des facteurs de déséquilibres auxquels je me suis référé plus haut à propos de l'évolution en 1970 du commerce international: abondance des liquidités internationales, inflation, hausse des coûts des matières premières et des produits agricoles, pénuries de certains de ces produits.

Me voici amené à aborder une troisième relation, à savoir la relation commerce international-inflation.

L'une des principales sources de l'inflation généralisée dont souffre depuis plusieurs années l'économie mondiale est précisément l'excès des liquidités internationales lié au déficit de la balance des paiements des Etats-Unis dont nous venons de constater qu'il a provoqué la rupture du système monétaire.

Ces liquidités, en permettant à la demande globale de s'accroître démesurément, sont à l'origine, pour une bonne part, des poussées inflationnistes qui se sont fait sentir de 1970 à 1973 sur le plan de l'économie mondiale. Par l'abandon du régime des taux de change fixes, un premier pas a été franchi en vue d'éliminer cette source artificielle d'inflation. N'ayant plus à soutenir leurs parités, les banques centrales de pays tels que la République fédérale d'Allemagne ou la Suisse, dont les monnaies ont valeur de refuge, ne sont plus amenées depuis le début de 1973 à acheter des devises étrangères — notamment des dollars — dont la

contrepartie en monnaie nationale venait jusqu'alors gonfler la masse monétaire, c'est-à-dire les liquidités internes. Ainsi, pour prendre l'exemple de la Suisse, on a pu constater une contraction de la masse monétaire de 3,5% à 4% de mars 1973 à mars 1974.

Mais il serait trop simple de considérer que l'inflation n'a que des origines externes. Dans plusieurs pays — et l'on ne saurait exclure la Suisse de leur nombre — l'accroissement des dépenses publiques, la hausse des salaires au-delà des progrès de la productivité, l'indexation de ces salaires et de certains prix, la tendance des entreprises à établir leurs prix sur la base de prévisions à la hausse, le déséquilibre entre la demande et l'offre sur le marché du travail ont fortement accentué les pressions inflationnistes au cours des dernières années et donc accru la demande globale.

Il est toutefois incontestable que c'est, surtout en 1972 et en 1973, la reprise très rapide de la conjoncture économique dans tous les pays industrialisés simultanément qui a provoqué une nouvelle poussée inflationniste sans précédent et s'étendant, notamment par l'entremise du commerce international, au monde entier.

L'appareil de production mondial s'est trouvé soumis à une pression considérable de la demande, une course aux matières premières et aux demi-produits dont les stocks se trouvaient à un niveau anormalement bas dans la plupart des pays s'est déclenchée, contribuant à faire monter très fortement le prix des produits de base en l'espace de quelques mois. Le sentiment que l'inflation persisterait a, à son tour, suscité une accélération des transactions commerciales; certains achats ont été entrepris à l'avance en prévision de nouvelles hausses de prix; les pays exportateurs de matières premières et de produits semi-manufacturés ont converti le plus rapidement possible leurs recettes d'exportation accrues en biens d'équipement et produits finis importés. Des attitudes qui ont contribué à leur tour à accroître la pression de la demande internationale et, par conséquent, la hausse des prix.

Il n'est dès lors pas surprenant que la concurrence des prix ait pratiquement perdu toute importance pendant cette période. Dans une période d'inflation, les facteurs qui déterminent la décision d'achat sont ceux de la disponibilité des biens et des délais de livraison, plutôt que l'élément prix. La preuve en est que le volume des exportations de pays tels que l'Italie et le Royaume-Uni, dont les monnaies ont pourtant été dévaluées, n'a pas subi d'augmentation sensible, alors que la République fédérale d'Allemagne, dont la parité a, comme le franc suisse, subi une forte réévaluation, a vu le volume de ses exportations s'accroître. En revanche, du point de vue de la valeur, des variations importantes se sont produites dans les balances commerciales de certains pays. Ces variations reflètent la structure du commerce extérieur de ces pays. Par exemple, les Etats-Unis, qui sont d'importants exportateurs de produits alimentaires et d'autres produits de base dont les prix se sont fortement accrus, ont vu leurs termes de l'échange s'améliorer. Inversement, le Japon, qui dépend très fortement de l'extérieur pour ces mêmes produits, a vu ses termes de l'échange se détériorer (comme la Suisse d'ailleurs).

L'examen des principaux facteurs qui ont influencé l'évolution du commerce international de 1970 à 1974 ne serait pas complet si je n'évoquais pas une quatrième relation, la relation entre l'offre et la demande globales de certaines matières premières et produits agricoles.

Nous venons de constater que la poussée soudaine et puissante de la demande globale avait provoqué une hausse sans précédent des prix de ces produits. A titre d'illustration, je me limiterai à relever que si l'on prend l'année 1970 comme année de base et si l'on considère que l'indice des prix des matières de base était alors de 100, cet indice est tombé à 90 en 1971 pour atteindre 193 en 1973 et 218 en avril dernier. Et en prenant la même base $1970 = 100$ en ce qui concerne le sucre, l'indice s'est situé au mois de mai 1974 à 645.

Mais ces hausses spectaculaires de prix — dont ont bénéficié, pour certains produits, des pays du tiers monde et qui constituent donc une contribution bienvenue à leurs efforts de développement tout en renforçant leur capacité d'importateurs de biens d'équipement et de produits manufacturés en provenance des pays industrialisés —, ne sont pas le seul phénomène caractéristique de l'évolution de la situation dans ce secteur particulier du commerce international.

En fait, un autre facteur d'importance réside dans l'apparition de situations de pénurie, non seulement pour les matières de base et les semi-produits industriels, mais aussi pour les produits destinés à l'alimentation humaine et à celle des animaux.

Prenons pour commencer les produits de base intermédiaires et les produits semi-manufacturés tels que les métaux non ferreux, la fonte, la pâte de bois, etc., pour constater que, faute d'avoir prévu le fort accroissement de la demande réelle — et sans doute de la demande spéculative liée aux taux d'inflation et à la fuite devant la monnaie — les producteurs ne disposaient pas dans tous les cas de capacités de production suffisantes. A cela s'ajoute la tendance, dans plusieurs pays, à freiner le développement de ces capacités de production car celles-ci sont souvent des sources importantes de pollution.

Nous touchons du doigt en évoquant ce problème l'une des grandes interrogations de notre génération: celle des limites de la croissance. Et encore ne s'agit-il pour l'instant, en ce qui concerne ces matières premières industrielles, que de limitations dans la capacité de transformation du produit brut et non pas de limitations dues à l'épuisement de la matière première elle-même.

J'en viens maintenant à l'offre de produits destinés à l'alimentation humaine et à celle des animaux. Cette offre a été gravement compromise par les mauvaises conditions atmosphériques qui ont régné dans de vastes régions en 1972 — par exemple Chine, URSS pour les céréales — et, dans une moindre mesure il est vrai, en 1973. Cela a été le cas pour la production céréalière, pour la production de riz, pour celle de l'anchois-nain à partir duquel est fabriqué la farine de poisson qui, au même titre que d'autres produits riches en protéines tels que les oléagineux et certains produits céréaliers, sert à l'alimentation des animaux. Dans le même temps, la production alimentaire par habitant s'est ralentie dans les pays en développement. Vu la conjugaison de ces différents facteurs et pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, l'équilibre entre l'offre et la demande de produits alimentaires est devenu particulièrement précaire. Ainsi s'explique que, pour la première fois aussi depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'accès aux ressources — matières premières et produits alimentaires — a été soumis, de la part de certains pays producteurs, à des limitations. Les livraisons de soja, de céréales, de riz, de sucre, de bois, ont, par exemple, été soumises, à un moment ou à un autre, à des interdictions d'exportation ou à des contrôles à l'exportation par les pays producteurs.

Les hausses de prix, les achats spéculatifs et les limitations ou interdictions à l'exportation dont ont été l'objet, au cours des derniers mois, un certain nombre de matières de base et de produits alimentaires, placent désormais la sécurité des approvisionnements au nombre des problèmes-clé dans le domaine des relations économiques extérieures. Ils démontrent aussi, en ce qui concerne le problème alimentaire, la nécessité d'une coopération internationale beaucoup plus étroite visant à mieux adapter l'offre et la demande mondiales de ces produits et à créer un système d'information permanent sur la situation et les perspectives de la production et des besoins.

Que conclure de cette analyse forcément schématique et partielle de certains des principaux facteurs qui ont déterminé la croissance quasi continue du commerce international de 1970 à 1973/74 sinon que cette croissance s'est effectuée dans un climat de mutations rapides et profondes liées à un effort collectif en vue de corriger les déséquilibres latents sur le plan économique et monétaire.

Et c'est alors que la communauté internationale, consciente du caractère précaire des bases sur lesquelles reposait l'expansion économique mondiale — et celle du commerce international — s'engageait dans une opération d'assainissement — réforme du système monétaire, mesures anti-inflationnistes, meilleure coordination des politiques économiques, lancement de nouvelles négociations commerciales de vaste portée, le Tokyo-Round — que la crise du pétrole a éclaté à la mi-octobre 1973.

Les faits vous sont connus. Je n'y reviendrai donc pas. En revanche, il convient, je le crois, d'évoquer les incidences directes et indirectes de la hausse des prix du pétrole dans le domaine qui nous intéresse aujourd'hui, celui du commerce international.

Le problème le plus difficile tient aux revenus accrus que les pays producteurs retireront de leurs ventes au plan mondial de pétrole — on les estime à 80/90 milliards de dollars par année — et qui ne pourront être affectés automatiquement à des importations que pour un tiers environ. Plusieurs de ces pays n'ont en effet — vu leur population limitée et les dimensions restreintes de leurs économies — qu'un faible potentiel d'importation. En d'autres termes, leurs recettes d'exportation accrues ne seront pas réinjectées directement dans l'économie mondiale par l'intermédiaire du commerce international, mais par la voie de placements financiers.

Cela signifie, inversement, que, globalement, les pays importateurs de pétrole ne pourront pas compenser l'augmentation de leurs dépenses d'énergie par une expansion correspondante de leurs exportations. Il en résultera d'importants déficits des balances des revenus. Selon certaines estimations, ce déficit, pour l'ensemble du monde, devrait atteindre l'ordre de grandeur de 50/60 milliards de dollars par année. Et comme ce déséquilibre profond ne pourra vraisemblablement pas être corrigé à brève échéance, il faut s'attendre à ce qu'il se répète année après année, ce qui — selon les estimations — se traduirait en 1980 par un déficit cumulé de plus de 250/300 milliards de dollars.

Les données globales que je viens d'énoncer masquent cependant le fait que le problème ne se pose pas dans les mêmes termes pour les différents pays importateurs. Il présente un caractère d'extrême gravité pour les pays en voie de développement qui ne disposent pas de ressources énergétiques propres. Ceux-ci devront consacrer 12 milliards de dollars par année pour faire face à la seule hausse des prix du pétrole, sans tenir compte de l'augmentation des prix d'autres produits essentiels pour ces pays tels que les engrains — un des sous-produits de

la pétrochimie. Ce montant correspond à peu près à celui des ressources financières publiques mises annuellement à la disposition des pays en voie de développement par les pays industrialisés. 12 milliards de dollars qui ne pourront donc plus être affectés ni à des achats, principalement dans les pays industrialisés, de biens d'investissement et de produits manufacturés nécessaires au développement de ces pays, ni à la couverture de besoins alimentaires, ni enfin à l'achat de certains facteurs de production dont dépendent leurs possibilités d'exportation. C'est pourquoi les Nations Unies ont appelé les pays industrialisés et les pays producteurs de pétrole à s'associer à un programme d'aide d'urgence en faveur de ces pays.

Du côté des pays industrialisés, la hausse des prix du pétrole se répercute de manière différente selon leur niveau de dépendance respective vis-à-vis des importations de pétrole. Ainsi, le Japon couvre 70%, l'Europe 60% et les Etats-Unis seulement 10% de leurs besoins énergétiques par des importations de pétrole.

Mais un autre critère revêt peut-être plus d'importance encore. Celui de l'état de la balance des paiements et des réserves des différents pays importateurs. On estime que c'est sur la France — vu sa forte dépendance extérieure en matière de pétrole — ainsi que sur le Royaume-Uni et l'Italie — deux pays dont la situation économique et la balance des paiements présentaient déjà avant la crise du pétrole de graves déséquilibres — que retombe le quart du déficit global de la balance des revenus des pays industrialisés pour 1974 attribuable au coût accru de l'énergie.

La situation préoccupante de ces deux derniers pays m'amène à soulever deux autres aspects du problème du pétrole.

Tout d'abord, l'affectation de celles des ressources accrues des pays producteurs de pétrole que ceux-ci ne pourront pas, comme nous l'avons vu, consacrer à des achats de marchandises. Ces liquidités chercheront à s'investir dans l'économie mondiale et, ainsi qu'il est naturel, de préférence dans les pays à monnaie forte, c'est-à-dire précisément dans les pays dont les économies sont moins vulnérables aux conséquences de la hausse des prix du pétrole et qui présentent les garanties les meilleures du point de vue de leur développement économique à long terme. Il s'agit en premier lieu des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et, jusqu'à un certain point, de la Suisse. Ce ne sont donc pas les pays dont la situation de balance des paiements et l'état des réserves posent des problèmes qui recevront directement les ressources financières que les pays producteurs de pétrole chercheront à placer.

D'où l'effort entrepris actuellement sur le plan international pour mettre au point des mécanismes dits de recyclage qui devraient permettre de redistribuer les pétrodollars en fonction des situations de balances des paiements des divers pays. C'est là la seule voie permettant d'éviter de graves ruptures dans le système monétaire et commercial.

En effet, et j'en arrive à l'un des autres aspects du problème du pétrole, la persistance des déséquilibres de balances de paiements, comme ceux de l'Italie ou du Royaume-Uni, ainsi que la dépendance étroite de certains pays industrialisés et en développement des importations d'énergie, accroît les risques de recours à des mesures protectionnistes et, par conséquent, introduit un élément d'incertitude quant à la sauvegarde du niveau de libération du commerce atteint autant entre pays industrialisés qu'entre ces pays et les pays en développement.

Or, s'il est une conclusion que l'on peut tirer de l'examen que nous venons d'entreprendre de l'évolution du commerce international depuis 1970, c'est bien celle que le commerce international est l'une des expressions les plus tangibles qui soit du haut degré d'interdépendance atteint par les économies. Si l'on admet ce fait, toute action restrictive de la part d'une nation commerçante ne peut que se répercuter défavorablement sur ses partenaires, surtout si ceux-ci sont amenés à leur tour, pour résoudre le problème ainsi créé, à recourir à des actions unilatérales de défense. La répétition de telles actions finirait par détériorer la situation d'ensemble. C'est pourquoi, sur le plan de la coopération internationale, un effort collectif est en cours pour résoudre les problèmes actuels d'une manière concertée et non en fonction des égoïsmes nationaux.

Quelles sont, dès lors, les perspectives du commerce international? Une question qui nous intéresse, nous autres Suisses, au plus haut chef puisque plus de 30% de notre produit intérieur brut est exporté. Un chiffre qu'il faut qualifier en rappelant que 90% et plus de notre production de montres, de colorants à l'aniline, de produits pharmaceutiques, d'essences et d'arômes synthétiques... et de moteurs diésels pour navires de haute mer sont écoulés à l'étranger. Mais si nous exportons beaucoup, nous importons aussi beaucoup. La moitié environ de nos besoins alimentaires ont été couverts en 1970 par des importations; en 1973, la part de notre consommation d'énergie couverte par des importations s'est élevée à 80%. Je ne m'étendrai pas sur les autres activités extérieures de notre économie, qui heureusement combinent le déficit commercial — tourisme, assurances, système bancaire, etc. —. Elles attestent également la très forte intégration de notre économie dans l'économie internationale et, par conséquent, de sa sensibilité à l'évolution de la situation dans le monde extérieur.

Nous avons pu constater, qu'un certain nombre de paramètres ont déterminé l'évolution du commerce mondial au cours des dernières années. Reprenons donc les principaux de ces paramètres et demandons-nous quel pourrait être leur rôle dans le proche avenir.

Prenons tout d'abord l'inflation: c'est incontestablement l'un des maux les plus graves et les plus pernicieux dont souffre l'économie mondiale, et chaque pays pris individuellement. Pour mémoire, je rappelle qu'entre 1960 et 1970, le taux d'inflation en Suisse se situait à 3,3%, qu'il a passé à 6,6% en 1971, à 8,7% en 1973 et a dépassé, en septembre dernier, le seuil des 11%. Lorsque de tels taux sont atteints, les pertes de ceux dont les revenus et l'épargne ne sont pas protégés contre l'érosion du pouvoir d'achat deviennent tôt ou tard intolérables du point de vue économique et social surtout. L'expérience montre par ailleurs qu'à partir d'un certain niveau d'inflation, des réactions en chaîne à la hausse se déclenchent de manière quasi automatique. Certains observateurs prétendent même que si les taux d'inflation continuaient de s'accroître, un «point de non retour» risquerait d'être atteint. C'est-à-dire qu'il deviendrait presque impossible d'éviter une récession avec les conséquences incalculables qui en résulteraient pour les travailleurs, les entrepreneurs et l'ensemble de notre société.

Face à ces périls, il n'est guère étonnant que dans tous les pays industrialisés — Etats-Unis, Japon, Europe — des mesures plus ou moins sévères aient été prises pour tenter de freiner l'inflation.

Il en est résulté et il en résultera encore un ralentissement de l'activité économique, ce qui aura inévitablement pour effet d'affaiblir la demande réciproque d'importations et provoquera une contraction du commerce international. Son volume augmentera donc moins en 1974 et

en 1975 qu'en 1973. Ce tassement réduira la pression de la demande sur les capacités de production. Il contribuera donc à son tour à freiner l'inflation. Dans la perspective d'un assainissement à moyen terme de la situation générale, cette évolution doit être acceptée.

Il conviendra cependant — et c'est là l'une des tâches qui incombent aux responsables de la coordination des politiques économiques des principaux pays industrialisés qui se retrouvent régulièrement à Paris dans le cadre de l'OCDE — d'harmoniser leurs mesures déflationnistes de façon à permettre aux économies nationales de s'adapter à la nouvelle situation... je dirais, en douceur. Un exercice qui demandera du sang-froid mais qui devrait pouvoir se dérouler de manière satisfaisante.

Dans un tel contexte, le commerce extérieur de chaque pays dépendra de la structure et de la composition de ses exportations ainsi que de l'évolution de la situation dans ses principaux marchés d'exportation.

Notre pays dispose à cet égard d'atouts nullement négligeables: ses produits d'exportation répondent dans nombre de cas à une demande relativement peu sensible au niveau général de la conjoncture; dans d'autres cas, ils sont susceptibles de satisfaire à des besoins nouveaux (production d'énergie par exemple); enfin, notre économie a su diversifier ses marchés. Si donc un ralentissement de nos activités d'exportation ne peut être exclu, les perspectives globales demeurent favorables, d'autant plus que les prévisions relatives à l'activité économique en 1975 chez certains de nos clients traditionnels — République fédérale d'Allemagne, Autriche, France, Japon — sont relativement optimistes.

Venons-en à un deuxième paramètre: le coût accru du pétrole. L'adaptation de l'économie mondiale au renchérissement du pétrole — car c'est de cela qu'il s'agit en définitive — soulève deux problèmes principaux: d'une part celui de la gestion du déficit collectif des pays importateurs; d'autre part, celui des adaptations de structure commandées par le renchérissement de l'énergie.

En ce qui concerne la gestion du déficit, nous avons déjà vu que la première préoccupation des Gouvernements est d'éviter que les déficits de balances des paiements dus à la hausse des prix du pétrole ou qui se sont aggravés du fait de cette hausse, ne suscitent le recours à des mesures de restrictions aux échanges. La réalisation de cet objectif — sous réserve de certains... « accidents » toujours possibles — dépend de la mesure dans laquelle un soutien financier pourra être apporté à ces pays, notamment par l'intermédiaire d'un recyclage des pétrodollars.

Les mécanismes nécessaires font actuellement l'objet de travaux intenses dans le cadre du Fonds monétaire international et de l'OCDE. En attendant, les pays industrialisés membres de l'OCDE se sont engagés, en mai dernier, à ne pas prendre, pendant une année, de mesures restrictives à l'importation, ni de mesures de soutien à l'exportation dans le but de limiter les effets sur leur balance des paiements de la hausse des prix du pétrole. Lors de la session des Parties Contractantes du GATT qui vient de se tenir à Genève, l'importance de cet objectif a également été reconnue.

J'en arrive au deuxième problème posé par la hausse des prix du pétrole, celui des adaptations des structures industrielles. Il est incontestable que les coûts accrus de l'énergie provoqueront des difficultés dans certaines industries, comme c'est déjà le cas de l'industrie automobile et des industries annexes. Mais ils favoriseront aussi l'expansion d'autres industries, notamment de celles qui se consacrent ou se consacreront à la recherche en vue

d'économiser l'énergie et d'en diversifier les sources. Le développement de ces dernières industries exigera un effort d'investissement important qui apportera un soutien bienvenu à l'activité économique.

En résumé, la hausse des prix du pétrole a donc amplifié les éléments d'incertitude qui résultait déjà, pour le commerce international, du ralentissement de l'activité économique générale et de la lutte généralisée contre l'inflation. En accentuant fortement les déséquilibres de balances de paiements, elle donne une nouvelle impulsion aux tendances protectionnistes; enfin, elle suscitera des déplacements d'un secteur à l'autre de l'activité industrielle.

J'en arrive au troisième paramètre: l'évolution, au cours des dernières années, a montré que si, jusqu'au début des années 1970, l'approvisionnement régulier de l'économie mondiale en énergie, en matières premières, en produits agricoles allait de soi, il n'en est plus de même de nos jours. Dès lors, les politiques de commerce extérieur qui étaient — tout au moins depuis la fin du dernier conflit mondial — axées sur l'ouverture des marchés aux exportations, devront désormais se concentrer aussi sur le problème de l'accès aux ressources. Une perspective qui ne saurait laisser indifférents des citoyennes et des citoyens dont les livres de géographie leur ont appris — et je cite le manuel d'Henri Rebeaud — que «de tous les pays d'industrie, le nôtre est le moins pourvu de matières premières».

Et nous voici arrivés au quatrième et dernier paramètre qu'il nous paraît utile de prendre en considération pour évaluer les perspectives en matière de commerce extérieur. Le paramètre monétaire. L'un des effets de la crise du pétrole a été de retarder une nouvelle fois la réforme du système monétaire. Il est difficile de progresser sérieusement dans ce domaine si l'on doit faire face à des déséquilibres cumulatifs de balances de paiements de l'ordre de grandeur de 40 à 50 milliards de dollars par année, dont la plus grande partie doit être reinjectée dans le circuit par la voie des mécanismes monétaires. Le régime du flottement des monnaies risque donc de durer encore quelque temps. Ce qui signifie que le franc suisse demeurera soumis à des pressions à la hausse.

Or, nous disions plus haut que les pressions exercées par la demande mondiale sur l'appareil de production en 1972/1973 combinées avec l'inflation avaient pratiquement annulé les effets des prix sur la concurrence et donc — en ce qui nous concerne — les effets de la forte réévaluation du franc suisse.

Il est douteux que, dans les mois à venir, compte tenu des perspectives économiques générales, les prix ne reprennent pas leur rôle; un point que notre industrie d'exportation a certainement à l'esprit et qui l'amènera, j'en suis persuadé, à mettre plus encore que par le passé l'accent sur l'esprit inventif et la qualité. De même, j'en suis aussi persuadé, le commerce d'importation saura continuer à assurer l'approvisionnement de notre économie aux meilleures conditions.

Il faut reconnaître, en conclusion, que de 1970 à nos jours, le commerce international a fait montre d'une capacité d'adaptation assez extraordinaire, si l'on s'en réfère aux changements et aux mutations intervenus pendant cette période sur le plan économique international. Dans un tel climat de changements, l'économie suisse, et en particulier son secteur extérieur, n'est pas demeurée en reste, bien au contraire.

Il y a dès lors, me semble-t-il, de bonnes raisons de croire que les problèmes nouveaux et, il faut bien le reconnaître, plus sérieux qui se sont fait jour récemment pourront, eux aussi, être dominés. Un effort intense de coopération internationale est en cours dans ce but sur tous

les fronts. Sa réussite exigera de la part de chaque pays qu'il assume pleinement ses responsabilités vis-à-vis d'une communauté mondiale dont l'interdépendance est plus manifeste que jamais.

En ce qui concerne la Suisse, il s'agira de faire appel à nos qualités traditionnelles: le sens pratique, l'esprit d'initiative, la cohésion interne, mais aussi notre ouverture sur le monde, car il se pourrait bien que nous soyons amenés à confirmer cette réflexion de Francis Bacon: «La prospérité découvre nos vices et l'adversité, nos vertus.»

